

ISLAM

Depuis mars 2015, l'Institut Mohammed-VI de Rabat forme une nouvelle génération de représentants musulmans, dont une promotion de Français. Le pays investit dans la réforme religieuse pour ériger un modèle alternatif au salafisme.

REPORTAGE

Au Maroc, le soft power passe par l'école des imams

Par
CÉLIAN MACÉ
Envoyé spécial à Rabat (Maroc)

C'est d'abord un cliché, interdit par tous les manuels de journalisme tant il a été usité, qui vient à l'esprit du visiteur : «entre tradition et modernité». La formule éculée pourrait être le slogan d'un dépliant promotionnel de l'Institut Mohammed-VI de formation des imams, mourchidines (hommes) et mourchidates (femmes), inauguré en mars 2015 à Rabat. L'école, érigée en seulement neuf mois sur le campus de la capitale, présente tous les signes extérieurs d'une université islamique de l'époque classique : murs blancs décorés de frises géométriques, arcs en fer à cheval, fontaine à mosaïque au centre du patio, dattiers dans la cour... L'apparence des élèves eux-mêmes est intemporelle. La plupart des hommes portent le qamis ou la djellaba, mais on croise aussi du ba-

zin (étoffe amidonnée prisée des Maliens) et des gilets brodés. Les couvre-chefs disent aussi le multiculturalisme des lieux : les turbans, bonnets, calottes ou chéchias s'inclinent ensemble cinq fois par jour à l'heure de la prière.

ANTIDOTE

Un millier d'étudiants sont ici formés à la pratique de l'imamat. Ils viennent du Maroc, bien sûr, mais aussi du Mali, du Sénégal, de Côte-d'Ivoire, de Guinée, du Nigeria et, depuis l'an dernier, de France. Attirés par le «modèle marocain» de l'encadrement religieux, ces pays ont signé des conventions de formation pour leurs propres ressortissants. Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a été le premier à demander l'aide du roi Mohammed VI, en 2013, alors qu'il venait d'être élu à la tête d'un pays frappé par le jihadisme. En France, l'idée a germé en 2015, dans la foulée des attentats de janvier contre Charlie

Hebdo et l'Hyper Cacher. Quelques mois plus tard, l'Union des mosquées de France envoyait au Maroc une première promotion. «C'est triste qu'il ait fallu ce déferlement de violence pour réaliser qu'on avait un problème de formation des imams».

glisse un élève français tout juste arrivé à Rabat, assis au bord d'une fontaine. L'institut est explicitement présenté par les autorités comme un antidote à l'extrémisme : le Maroc en a fait un rouage central de sa diplomatie religieuse. Après l'électrochoc national des attentats de Casablanca, qui firent une quarantaine de morts le 16 mai 2003, Mohammed VI a initié une ambitieuse «réforme du champ religieux». «L'idée principale était d'assurer la sécurité spirituelle

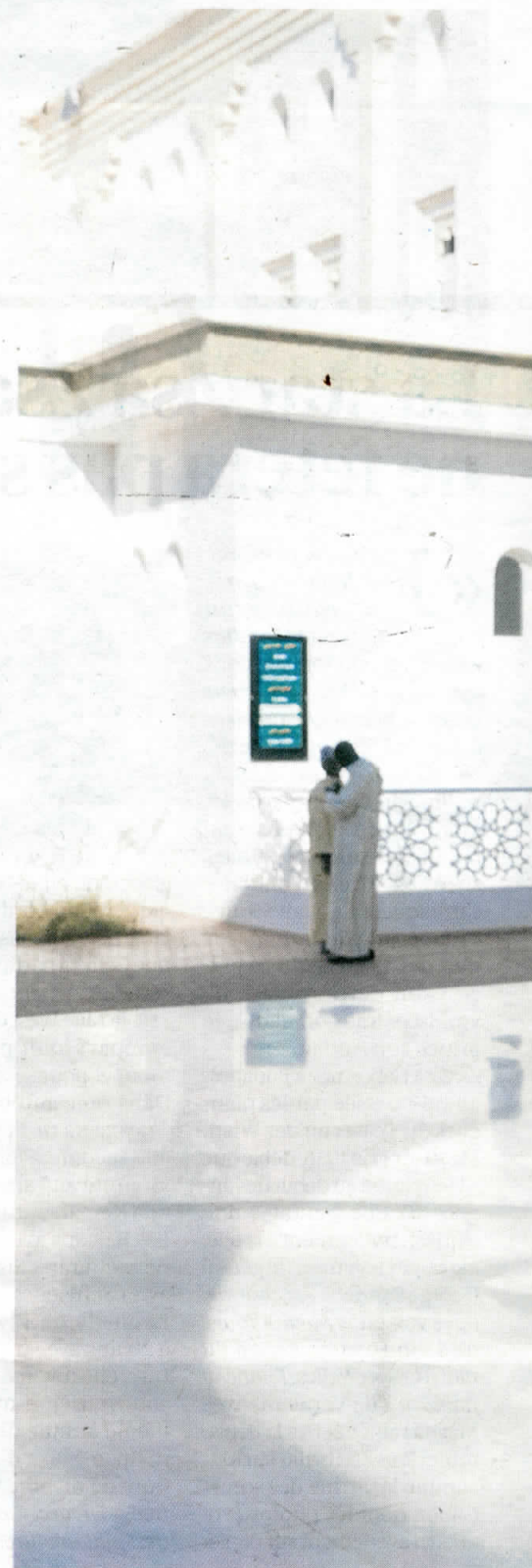
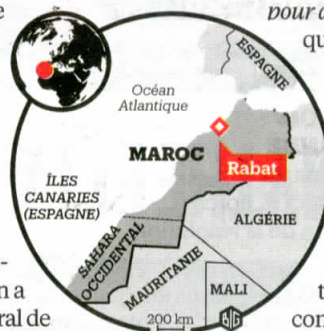
des citoyens. Concrètement, cela veut dire que tout musulman marocain doit pouvoir prier dans des structures adaptées, que les imams doivent être bien formés, que le cadre religieux doit être rassurant. En dix ans, nous avons tout transformé pour atteindre ce but», explique Hakim El Ghissassi,

conseiller du ministre marocain des Affaires islamiques, Ahmed Toufiq, l'artisan principal de cette réforme. L'Etat marocain a commencé par investir massivement dans la construction et la rénovation des mosquées. Pour surveiller les discours, il fallait d'abord se rendre maître des lieux. Puis il a créé une chaîne très verticale de contrôle du clergé. Tout en haut, bien entendu, le souverain, commandeur des croyants, plus haute autorité religieuse du pays. Ensuite,

un Conseil supérieur des oulémas, composé de 100 membres, qui dispose du monopole des fatwas. A l'échelon inférieur, chaque région dispose de son propre conseil des oulémas. Tous ces «savants de l'islam» sont directement nommés par le roi. A leur tour, ils accréditent et forment les 50 000 imams du royaume qui gèrent les mosquées.

LIGNES ROUGES

Le ministère des Affaires islamiques est passé de 400 à 4 000 fonctionnaires en dix ans. Désormais, les imams reçoivent une indemnité de 1 500 dirhams par mois (environ 140 euros) et bénéficient du système de sécurité sociale marocain. L'objectif est de les rendre un peu plus indépendants vis-à-vis des dons et donc des influences extérieures. La réforme conduite par le palais a aussi théorisé l'étanchéité totale entre le politique et le religieux. L'administration des Affaires islamiques se veut détachée des questions





Deux étudiants maliens de l'Institut Mohammed-VI. PHOTO BAPTISTE DE VILLE D'AVRAY

chantées s'échappent d'un amphithéâtre. «C'est l'introduction d'un cours de communication, indique le directeur de l'établissement, Abdeslam Lazaar. Les imams ne sont pas des théologiens, ils ont un rôle social: leur façon de s'exprimer, de se faire comprendre par la population, est très importante.» La formation comprend aussi bien des leçons de «jurisprudence islamique» et de «tradition prophétique» que de «psychologie et santé mentale», «sociologie» ou «histoire de France». Sans oublier, au sous-sol, une vaste salle de sport où sont disposées des dizaines de machines de musculation. «Les imams doivent être bien dans leur tête et bien dans leur corps», s'amuse Abdeslam Lazaar.

VIDE DOCTRINAL

En remontant lentement les marches qui ramènent vers la lumière de la cour, le directeur pointe un bâtiment en construction, de l'autre côté de la route. «C'est une extension, avec 400 places supplémentaires. Nous recevons de plus en plus de demandes, d'Europe, d'Afrique, d'Asie centrale, etc.» Sans jamais oser une concurrence frontale avec les pays du Golfe, l'islam marocain est en train de s'imposer comme l'une des principales alternatives au wahhabisme (mouvement politico-religieux saoudien). Pour l'Occident, il représente un islam «soft», bienvenu pour contrer la progression du salafisme. En France, par exemple, il est attendu pour occuper un certain vide doctrinal, longtemps comblé par des forums en ligne ou des prédicateurs autoproclamés. Dans beaucoup de pays musulmans, notamment en Afrique, le Maroc est aussi regardé comme un modèle de contrôle du discours religieux, pouvant éviter un basculement des fidèles dans le jihad armé. A l'institut, depuis cette année, le thème est d'ailleurs abordé dans un module dédié de vingt-deux heures, qui déconstruit la pensée jihadiste, chapitre par chapitre.

Le modèle marocain est-il cependant exportable? Il repose sur la tutelle du commandeur des croyants, qui n'existe pas hors du royaume, et sur un tel verrouillage du discours religieux... qu'il peut s'avérer contre-productif. Environ 1500 jihadistes marocains ont rejoint les rangs de l'Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak, selon les estimations du King's College de Londres, et les services de sécurité marocains sont engagés dans une lutte implacable contre les cellules terroristes implantées dans les grandes villes du royaume. Plusieurs dizaines ont été démantelées ces dernières années, dont plusieurs liées à l'EI, affirment les autorités. Le Maroc communique beaucoup moins sur cette surveillance de l'ombre, pourtant un complément indispensable de sa diplomatie religieuse. ◀

partisanes. Inversement, les formations politiques ont interdiction de débattre de religion. Bien qu'un parti musulman conservateur (le Parti justice et développement) domine le Parlement depuis 2011 et que le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, en soit issu, il n'a aucune influence sur les affaires religieuses, domaine strictement réservé du roi.

Enfin, l'Etat a veillé à verrouiller la doctrine. A travers l'instruction des préposés religieux, en premier lieu. «Tous les imams ont maintenant six heures de formation continue par mois», assure Hakim El Ghissassi. On y révisé les grandes notions de l'islam malékite, «notamment la prise en compte du local dans la compréhension de la religion: on ne croit pas à l'application d'un islam transnational», poursuit le conseiller. Il s'agit de battre en brèche une vision salafiste et totalitaire de la religion, importée du Golfe. «La question de la maslaha, la recherche

de l'intérêt général, est fondamentale dans la pensée malékite, insiste Hakim El Ghissassi. Le soufisme vient aussi gommer la rigidité d'une approche strictement legaliste de l'islam.» L'Etat profite de ces formations pour rappeler les lignes rouges à ne pas franchir. La politique doit absolument être bannie des prises de parole publiques, tout comme les références au jihad armé. Conduire le prêche du vendredi, après la grande prière, requiert d'ailleurs une autorisation spéciale qui n'est pas accordée à tous les imams.

Dernier étage de cette entreprise de reprise en main de la religion, la formation d'une nouvelle génération d'imams a été lancée en 2015, avec l'Institut Mohammed-VI, rattaché à la prestigieuse université Al-Quaraouiyine de Fès, l'une des plus anciennes au monde. La filière est sélective. Cette année, 3500 dossiers ont été reçus, pour 250 places: 150 hommes et 100 femmes (qui, à l'issue de leur formation, pourront

instruire ou conseiller les fidèles, mais pas conduire la prière). Les étudiants marocains sont recrutés à bac + 3 et doivent au préalable connaître intégralement le Coran. Les cours durent un an pour les Marocains, deux pour les Subsahariens, trois pour les Français.

A la cantine de l'institut, Mohamed Nadhir, 21 ans, finit d'éplucher sa pomme. L'heure de la prière approche, ce Français d'origine tunisienne est le dernier à rester dans le bâtiment vide. Après un bac S et une année de fac en sciences et techniques des activités physiques et sportives (Staps), il dit avoir «mis tout ça en pause» pour se consacrer à l'étude de la religion. Il a suivi un enseignement traditionnel au côté d'un professeur de Coran, en France, et a effectué un stage d'un mois en Jordanie. Mais le jeune homme désireait quelque chose de plus sérieux. Il fait partie des 50 étudiants sélectionnés par l'Union des mosquées de France.

«On est choyés ici: blanchis, nourris, logés, billets d'avion payés et même une petite bourse, détaille Mohamed Nadhir. La responsabilité est immense.» A son retour, se destine-t-il à être imam? «Peut-être un peu plus», dit-il en rougissant. Formateur d'imams, comme pour la plupart des diplômés marocains? «Oui, peut-être. En France, il y a de grosses lacunes. La génération de nos parents a tout fait par elle-même. Souvent, les imams étaient juste des travailleurs immigrés qui parlaient bien arabe et qui ont pris leurs responsabilités pour conduire la prière. On leur doit le respect et il faudra beaucoup de tact pour changer les choses, mais la jeunesse musulmane aspire désormais à autre chose. Elle désire des imams sérieux, qui ont une formation théologique. La France ne veut pas voir que la communauté a évolué, qu'elle demande à pratiquer sa religion dignement.» A l'étage de l'institut, dans la chaleur de l'après-midi, des récitation